

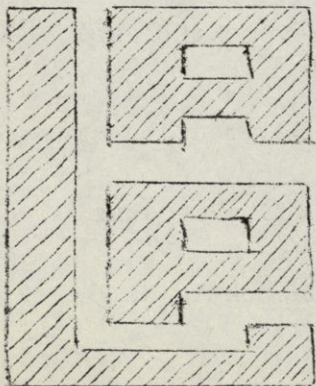
n° 14

lundi
27
novembre.

APL Nantes

Bulletin régional
de l'Agence de Presse Libération

..... C A L E N D R I E R	2
Communiqué du collectif APL Nantes	2
accidents du travail	2
Nantes : les suites de la grève à la SERCEL	3
Nantes : aux Batignolles, les licenciements sont reportés au mois de mars	3
Nantes : semaine d'action du Comité de soutien aux objecteurs insoumis	4
Nantes : constitution d'une association nantaise de défense des bords de l'Erdre	5
Bulletin Cantonal de La Chapelle s/ Erdre : l'aménagement des bords de l'Erdre, à Carquefou et Sucé; l'aérodrome de Nantes-Nord à Notre-Dame des Landes	5, 6 & 7
Grève des centres EDF-GDF	7
Bouguenais : inquiétudes sur l'emploi à Sud-Aviation	7
La grève à LU-Brun	8
Vendredi 18 novembre : un mort à 100 mètres de l'Hotel-Dieu à Nantes p..A, B & C	
Mise au point des syndicats de l'hôpital	10
Nantes : Assemblée Générale des journalistes de presse-Océan	10
Nantes : réunion antimilitariste au lycée de la Colinière	10



Agence de Presse Libération - 14 rue de Bretagne, Paris 3
tél.: 508 84 42 à 47 - Directeur : Maurice Clavel.
imprimerie spéciale A.P.L. - prix du numéro : 1 franc

Bureau régional (adresse provisoire)
"LIBRAIRIE 71", 29 rue Jean Jaurès, 44000 Nantes.

Abonnements, les 12 numéros : à partir de 10 francs en timbres ou chèque à la Librairie 71. Abonnement de soutien 20 francs. Abon. en nombre : 6 francs par exemplaire en supplément. Vente au numéro Librairie 71 et librairie "Le Tiers Livre" av. République St-Nazaire.

C A L E N D R I E R

C.P.O. : Week-end des 9/10 décembre "les chrétiens contestataires et le matérialisme" avec J Cardonnel, J-P Charpie, E. Floris : comment les chrétiens qui ont accompli une démarche critique radicale à l'égard de la théologie traditionnelle se situent-ils par rapport au matérialisme ? (Centre Protestant de l'Ouest, 79370 Celles s/Belle tel. 26 80 44) s'inscrire avant le 7/12.

Rezé : jeudi 30 novembre, conférence : "Pourquoi sois-je anarchiste?", salle Jean Jaurès, près église St-Paul, par Maurice Laisant de la Fédération Anarchiste - 20 h 30 - (groupe Francisco Ferrer)

St-Nazaire vendredi 1 décembre, 20 h 30, ancienne Bibliothèque du Jardin des Plantes, avenue de Lesseps : Réunion-débat "Lutte Ouvrière" sur le thème : que propose le programme PC/PS aux travailleurs?"

Rezé, du 4 au 12 décembre : à la maison de Jeunes, exposition permanente de l'Association des Amitiés Franco-Chinoises "la journée d'une famille chinoise. Vendredi 8 au soir : projection d'une série de 150 diapositives commentées par un enseignant revenu de Chine. Samedi soir 9, projection de 2 films (dessins animés chinois)

Nantes 12 décembre salle St-Luc au Breil-Malville : conférence-débat par le Cercle Jean XXIII "Marxisme, foi, révolution" avec Paul Blanquart, membre de la direction de POLITIQUE-HEBDO, militant marxiste et révolutionnaire s'affirmant aussi comme croyant et dominicain.

C.P.O. les 16 et 17 / 12 : "les stratégies de la non-violence" avec René Cruse et des objecteurs.

Au cours de la dernière réunion nationale A.P.L, le collectif APL parisien et un certain nombre d'autres collectifs de province ont demandé au collectif de Nantes de publier - un éditorial de Maurice Clavel - le texte de l'autocritique présentée à Paris dimanche 19. A l'heure de la publication du présent bulletin, nous n'avons pas encore reçu l'éditorial?. Nous enverrons par pli séparé ces documents, ainsi que le point de vue du camarade de Nantes opposé au texte que nous avons publié dans le numéro précédent. Une Assemblée Générale sera proposée dans les meilleurs délais, avant le 10 décembre, date à laquelle seront prises des décisions importantes par le collectif national. Le collectif APL nantes.

a c c i d e n t s d u t r a v a i l

Vertou : vendredi 24, Jean-Michel Morio, couvreur, est grièvement blessé en faisant une chute de 8 mètres d'un toit.

- vendredi 24, Joseph Maçon, chef d'équipe chez Grossin (Bâtiment) a été grièvement blessé en tombant d'un échaffaudage.

Nantes : aux Batignolles, mercredi 24, un soudeur a été victime de deux fractures de la jambe alors qu'il manutentionnait une pièce.

Pornic : vendredi 24, Emile Bonomo est mort des suites d'une chute de 5 mètres alors qu'il élaguait un arbre.

NANTES:SERCEL. (information et tract transmis par 2 grévistes)

Suite à la greve de la SERCEL (voir APL Nantes n° II et I2) il est interessant de noter les resultats aux elections du comité d'entreprise qui ont eu lieu le 17 novembre.

On note une progression de la C.F.D.T. qui gagne deux sieges, un recul de la C.G.T. qui garde un siege mais qui perd des voix, C.G.T.-F.O. perd deux sieges.

Les resultats sont les suivants:

- 1° college (os-op) 1 CFDT-1 CGT (titulaires et suppléants)
- 2° college (agent technique) 2 CFDT (" " ")
- 3° college (cadres) 1 FO

Aux elections du bureau, la CGT s'abstenant, F.O. votant pour elle même, les resultats sont les suivants:

- secretaire: CFDT (1° college: lere fois dans l'entreprise que le secretaire est un ouvrier)
- " adjoint: CFDT (2° eme college)
- tresorier: CFDT "
- tresorier adjoint: CFDT "

Par ailleurs, un certain nombre des militants CGT ont déchiré leur carte syndicale.

Nous reproduisons des extraits d'un tract distribué par la CGT intitulé "Les enseignements d'un conflit" dans lequel nous relevons notamment:

"-Devions-nous, par principe, approuver toutes ses initiatives "spontanées" sans donner nos appréciations?

-Devions-nous, par principe, nous contenter d'être "une boîte aux lettres" entre les Travailleurs et la Direction?

-Accepter cette orientation, c'est nier le rôle et la responsabilité de l'organisation syndicale!

Quant à nous, nous pensons que le syndicat est là pour étudier les revendications, analyser chaque situation et concevoir l'action, sont but fondamental étant de promouvoir "une action syndicale responsable et efficace" dans l'intéret de travailleurs. Il assume donc les responsabilités qui lui incombent, compte-tenu des principess sur lesquels repose son orientation et des enseignements accumulés par l'expérience de toutes les luttes passées. Bref, il s'efforce de donner à tous les travailleurs tous les éléments nécessaires à une détermination responsable."

Nous relevons plus loin:

"Si certains entendent établir des records de durée, nous preferons, quant à nous, battre des records d'efficacité.

Que nos prises des positions n'aient pas été comprises, dans l'inmediat, par tous les travailleurs, en grève, y compris par certains de nos syndiqués, c'est évident, mais la CGT ne fera jamais miroiter des perspectives illusoirs aux travailleurs dans l'espoir de s'attirer leurs sympathie et de gagner des voix aux élections professionnelles."

Nantes : aux Batignolles, report des licenciements au mois de mars.

Vendredi 24, une réunion du C.E annonce le report des 150 licenciements prévus pour janvier à après le mois de mars. Au cours de cette réunion, la CGT a appelé à un débrayage, auquel la CFDT ne s'est pas associée, considérant que c'était perdre son temps et proposant une action le 1° décembre, jour de la venue à Nantes de M. Boulin, directeur général de Creusot-Loire.

Un jeune ouvrier de l'atelier de chaudronnerie qui faisait la grève perlée selon les directives de la CGT a reçu une lettre d'avertissement menaçant de le licencier pour "faute professionnelle".

NANTES: Semaine d'action du Comité de soutien aux objecteurs insoumis à l'Office National des Forêts. (grève de la faim, manifestations)

Afin d'attirer l'attention sur le fait que 60 objecteurs dont 2 Nantais sont actuellement insoumis pour avoir refusé leur affectation à L'Office national des forêts, 4 personnes ont fait une grève de la faim du 10 au 17 novembre dans les locaux de la Fraternité protestante. De nombreux Nantais sont venus dialoguer.

D'autre part mardi 14, une marche de soutien a eu lieu dans les rues de Nantes: 15 à 20 personnes, enchaînées à des arbres, symbole de l'office des forêts auquel les objecteurs ne veulent pas être soumis, ont défilé en distribuant des tracts expliquant les raisons du refus des 2 nantais (cf APL précédente). Cette marche qui aurait dû se terminer aux portes du bureau de l'ingénieur en chef de l'ONF à Nantes a été brisée par l'intervention brutale de la police. Onze personnes ont été interpellées et conduites au commissariat central pour vérification d'identité. Elles devaient être relâchées dans la nuit. Cette semaine d'action devait s'achever par une soirée d'information et de soutien avec la participation d'un groupe de chanteurs: "les compagnons de misaine". Environ 300 personnes étaient présentes. Après une rapide information où il fut notamment rappelé la récente intervention de MR Deballe directeur de l'ONF: "il faut créer à tous les niveaux une obsession de la productivité"...et celle de Mr Pleven en 1964 datée de la création de l'Office "l'Office sera une usine à bois".

Un débat mouvementé s'instaura: le statut d'objecteur ainsi que la simple objection au service militaire furent maintes fois remis en cause pour une objection totale.

Pour tout contact: CSOC 31 rue des Hauts pavés. NANTES

Nantes : Un appel est lancé pour la constitution d'un groupe de lutte écologique. Prendre contact avec la Librairie 71 qui transmettra.

U.D.-F.O. : l'UD-FO dénonce la répression dans les pays de l'Est où de nombreux militants sont internés dans des "hôpitaux psychiatriques" et appelle à la solidarité internationale des travailleurs.

Nantes : le Cercle d'Etudiants Africains annonce la parution pour le 1^o décembre de la revue AFRICASIA, journal d'informations sur le Tiers Monde. Il appelle à poursuivre la campagne de soutien à Africasia (correspondance Librairie 71)

Nous avons reçu ce tract, suite à la constitution d'une association nantaise de défense des bords de l'Erdre (APL N°12)

SAUVONS L'ERDRE. NON A L'AUTOFOUTE

On veut défigurer un site cher à tous les nantais...

On veut faire longer la rive-est de l'Erdre par une autoroute à 8 voies

Des milliers de voitures et de camions y circuleront chaque jour..

Bruit nuit et jour, pollution, insécurité,

VOUS ETES TOUS CONCERNES. PREPAREZ VOUS A MANIFESTER AVEC NOUS

Le projet de "PENETRANTE-NORD" PREVOIT une autoroute traversant l'Erdre entre les facultés et la Jonelière, la longeant jusqu'au monument aux Morts, et rejoignant le Champs de Mars en souterrain!

Pourquoi combattre ce projet? Est-ce pour défendre nos intérêts particuliers? NON! Bien que ce projet ait été déclaré "d'utilité publique", nous ne pensons pas qu'il réponde à l'intérêt général.

C'EST UN NON-SENS: car il ne s'agit pas d'une traversante assurant la liaison Nord-Sud. Les populations du Mans, Besançon ont obtenu que l'auto-
route évite leur ville. Pourquoi pas nous?

C'EST UN DANGER pour la santé, l'équilibre nerveux des riverains.
pour l'air et pour l'eau: le Ministre de l'environnement a dénoncé le revêtement des autoroutes comme facteur particulièrement aggravant pour la pollution des eaux.

pour le site de l'Erdre (déclaré "protégé") qui sera défiguré jusqu'à la Jonelière. Et que deviendra l'ensemble architectural Cathédrale-château?

pour la qualité de la vie: plusieurs milliers de Nantais souffriront directement de nuisances graves. De leurs fenêtres, certains ne verront même plus qu'un mur de béton!

pour les finances publiques: autoroute urbaine: 20 millions le km
autoroute-campagne: 4 millions le km

Les problèmes de circulation sont et risquent de rester insolubles. la progression de celle-ci allant toujours s'accroissant. Les projets les plus audacieux seront toujours dépassés

C'EST POURQUOI NOUS PROPOSONS

I L'ACCELERATION de la réalisation de roclades et d'autoroutes d'évitement

II La réalisation de "DIFFUSEURS" aux entrées de la ville, répartissant la circulation sur toutes les rues existantes.

III L'AMELIORATION DES TRANSPORTS EN COMMUN, par exemple:

- minibus et trolleys non polluants et fréquents
- rues et couloirs réservés aux transports en commun
- métro utilisant les voies ferrées (cf projet municipal)

adhérez à : L'ASSOCIATION NANTAISE DE DEFENSE DES RIVES DE L'ERDRE
4bd des professeurs Sourdilte-NANTES-

L'ERDRE ENCORE...

Le journal-bulletin cantonal de la Chapelle sur Erdre parle de l'aménagement: "250 millions d'anciens francs d'aménagement pour rendre l'Erdre plus belle et plus accueillante titrait sur 8 colonnes la presse en juillet dernier! L'Erdre n'est-elle pas assez belle comme ça? Laisser un passage tout le long de la rivière coûte-t-il 250 Millions?..

Le projet de l'association nantaise de défense des rives de l'Erdre a été présenté à la commission d'urbanisme de la ville de Nantes le 14 novembre 1972. Elle a été rejetée.

(suite)

Faut ben en mettre plein les yeux au peuple qui réclame la libération des bords de l'Erdre, ça lui fermera la gueule et on ne dira pas après que l'on n'a rien fait!

À Carquefou, heureux veinards, 95 millions d'AF pour l'aménagement du 1er port de l'Erdre... S'est-on demandé à qui servirait ce port? À ceux qui peuvent se payer des Yachts, du ski nautique, des voiliers... En un mot à l'ouvrier de chez Paris, ça va de soi! Que ne fait-on pas pour lui?

Ce gâchis financier c'est honteux. C'est l'accès à la Couronnerie, à la chambre, à la Gascherie, à la Desnerie, à Jaille etc;... que nous réclamions et cela ne valait pas 250 millions Mr le Prefet!

À Sucé, 76 millions de prévus. Où pour qui?

À Carquefou, les fameux travaux de remblaiement de l'Aux ont défoncé la route des 5 chemens à Port-Jean, à cause des camions. Malgré les nombreuses protestations des riverains (paysans, ouvriers) rien n'a été remis en état. Est-ce normal, que ce soit encore les classes populaires qui soient "emmerdés" par cette dépense inutile? Y a pas assez des patrons

À SUCE DU TAPE À L'OEIL

..un riverain de Sucé avait laissé libre l'accès de sa propriété. En enquêtant de plus près nous nous sommes rendus compte de l'hypocrisie de ce geste. En effet courant 70 une inauguration officielle faisait briller une telle opération et favorisait le respect de la population face au charitable propriétaire.

Au début de l'été 71, la préfecture faisait placer des panneaux indiquant les accès possibles à l'Erdre; deux panneaux furent placés à l'entrée du chemin, ce qui gêna sans doute le propriétaire car les fit enlever dans les jours qui suivirent.

Nous nous sommes rendus sur le terrain et aperçus qu'en plus d'une signalisation inexistante, un panneau "voie sans issue" nous barre encore la route. Il faut être rendu sur place pour voir une signalisation qui rappelle que l'on est là de par la bonne grâce du propriétaire.

En fait, tout en laissant sa propriété libre, le propriétaire se débrouille pour que le minimum de gens puisse s'y rendre.

Rendons-nous nombreux à Port-Hubert pour faire en sorte que tous les gens de passage puissent être au courant de cet accès. ~~ce n'est pas~~

L'AERODROME DE NANTES-NORD (bulletin La Chapelle)

L'aerodrome Nantes-Nord est prévu dans le schéma directeur d'aménagement de l'aire métropolitaine Nantes-St Nazaire qui a été approuvé par le Conseil des Ministres.

Sans consulter ni informer la population concernée, cet aéroport va passer à la réalité. en effet, voici quelques mois un Comité interministériel a étudié le projet; à la suite de cette étude, le plan de la ZAD (zone d'aménagement différé) fut déposé dans les mairies des 5 communes concernées.

Cet aéroport couvrirait une surface de 1483,50 ha se répartissant ainsi:

- ND des Landes: 906 ha
- Vigneux la Pacuelais: 337 ha
- Grandchamp des fontaines: 163 ha
- Héric 60ha
- Treillières: 17 ha.

À cette surface, il faut ajouter une zone de bruit de 3000 ha. Suite à cette décision d'implantation d'aéroport dit "d'utilité publique" la population touchée a tenté de s'organiser. Il s'est notamment créé un Comité de Défense regroupant des agriculteurs des 5 communes. Ce comité a pour 1er but de s'informer puisqu'à part le plan déposé dans les mairies, aucune information n'est donnée. Pourquoi ce silence de la part de l'administration? À qui profitera en premier cette réalisation? Les paysans exclus ou perdant une partie de leur surface d'exploitation auront-ils un reclassement correct?

-Certains considèrent comme valable l'apport de travail pour la région; mais quel genre de travail? À qui profitera-t-il? C'est ce qui doit être demandé.

Il faut aussi se demander si la ZAD doit être demandée, une bonne alternative à la ZAD est de créer des emplois dans les zones touchées.

(suite) mais quel genre d'emplois verrons? De toutes façons les emplois créés ici seront loin d'absorber le nombre de travailleurs mis en chômage sur StNazaire et Nantes d'ici 10ans. Sans être contre le progrès mais plutôt pour l'évolution générale nous pensons qu'il serait préférable d'améliorer d'abord les moyens de transports et de communication de la région elle-même. Pour se rendre à leur travail des centaines d'ouvrières doivent faire une heure de trajet et plus parfois (pour traverser la ville). Mais voyons cela n'est pas très important. Ce sont les petits problèmes des petites gens. Ne vaut-il pas mieux voir un PDG faire le trajet en avion supersonique Nantes-New York en 2 heures que d'améliorer l'infrastructure et les moyens de communication de toute une région.

Grève des centres Electricité-Gaz de France

Les centres de distribution, production et services nationaux ont voté la grève en Assemblée Générale du personnel. La grève votée à 70 à 80 % pose les revendications suivantes :

- augmentation des effectifs en fonction des tâches
- définition une fois pour toutes des tâches permanentes auxquelles les entreprises privées ne doivent participer sous aucun prétexte.

Le secteur privé s'implante de plus en plus dans le secteur public. Par ex. dans le service de distribution, le privé effectue différents travaux; un certain nombre de directeurs de l'E.G.F. sont actionnaires d'entreprises privées. Dans les services nationaux, du personnel des entreprises d'intérim est de plus en plus souvent utilisé.

A l'Assemblée Générale du lundi 20, un vote à main levée a décidé l'arrêt de la grève en restant mobilisé jusqu'au lundi 27, jour de la rencontre nationale avec Boiteux. 4 à 500 personnes étaient présentes. Auparavant, des propositions de questions avaient été faites :

"est-ce que les problèmes qui restent à résoudre permettent une action de la même ampleur que par le passé" Refusé. "Au lieu de formules à la Giscard d'Estaing, poser la vraie question : Etes-vous pour ou contre la continuation de la grève". Applaudie par l'assemblée, refusée par l'intersyndicale.

Bouguenais : inquiétude sur l'emploi à Sud-Aviation (C.F.D.T.)

Le P.D.G. Ziegler déclare lors du dernier Comité Central d'Entreprise : "La situation n'est pas alarmante.....bien qu'il existe des points préoccupants". Les contradictions entre les déclarations officielles du pouvoir et les réalisations sont si flagrantes qu'il semble bien qu'on soit en face d'une politique délibérée de dissimuler les difficultés économiques de la société.

Les choses sont tout autres : -- déplacements en série -- dislocation des équipes et rotations permanentes dans l'usine -- des machinistes sont mutés à l'ajustage ou ailleurs où la situation n'est guère meilleure -- la prospection du travail dans les ateliers est devenu un sujet préoccupant de chaque jour. etc...

La CFDT déclare : "Cette situation est-elle appelée à durer, à s'aggraver? c'est la question qu'à juste titre chacun se pose en s'interrogeant sur son avenir immédiat et à long terme. On sait évidemment qu'à la source principale de cette situation, il y a le retard et l'incertitude de la commercialisation de grands programmes comme Concorde et Airbus.

"Ces solutions partielles ne peuvent naturellement pas résoudre les problèmes généraux de l'emploi posés par la crise générale des plans de charge mais elles sont des solutions sociales autant qu'économiques d'importance, qui s'imposent dans la situation présente difficile : - retraite à 60 ans pour les 2000 travailleurs concernés - une heure de réduction du temps de travail compensée, applicable à l'ensemble de la société dans les plus brefs délais - négociations rapides à tous les niveaux, directions locales, direction générale".

NANTES ET LOIRE ATLANTIQUE

Conflit au groupe LU-BRUN : Le lundi 13 novembre le personnel des 3 usines (Nantes, Lorient, Grandville) s'est mis en grève pour des revendications salariales et pour la garantie de l'emploi qui a été gravement mise en cause, on s'en souvient, par le projet de Mr Forgeot l'ancien PDG aujourd'hui évincé de concentrer toutes les activités du groupe à Rheims et donc de fermer l'usine de Nantes entre autres. C'est en particulier à cause de cette question que Mr Forgeot a été contraint de donner sa démission: des gros actionnaires de l'Ouest (famille Lefebvre Utile, Magdeleine, Picart) ont considéré qu'il menait une politique néfaste pour les usines de l'Ouest et pour leurs intérêts; dans ce but il semblerait que pour reprendre le contrôle du groupe, ceux-ci essaient de faire prendre des participations à l'entreprise par le géant de l'alimentation anglaise United Biscuit.

Le 17 novembre un accord était conclu sur les salaires (4% en novembre, 4% au 1er mars) et sur la prime de fin d'année. En revanche d'autres points restent en litige (droit syndical, travail de nuit...). De plus c'est toujours l'incertitude quant au maintien de l'usine à Nantes malgré les assurances données il y a un an par le 1er ministre et par la délégation à l'aménagement du territoire.

Reprise chez DELAFOY : Après une grève de 15 jours le travail a repris chez Delafoy: les ouvriers ont obtenu satisfaction sur la suppression du travail du samedi, mais pas en ce qui concerne les salaires; pourtant la CFDT note un retard de 25% par rapport au reste de la profession.

BATIGNOLLES, manifestation contre les licenciements : le 15 novembre les ouvriers ont fait une marche sur la préfecture pour y exprimer leur mécontentement, ceci à l'appel des sections syndicales CGT, CFDT FO.

Grève des cheminots des postiers et des agents communaux les 14, 15, 16 novembre qui fut très suivie surtout en ce qui concerne les cheminots 90% environ. Toutes ces catégories réclament, outre des augmentations de salaires la sauvegarde du service public: arrêt de la contraction du réseau ferré, amélioration des lignes "ouvrières", utilisation du réseau ferré existant comme métro pour la banlieue, en ce qui concerne les cheminots. Chez les communaux, les plus défavorisés étaient nombreux (éboueurs, femmes de ménage et réclamaient un minimum de 1100F? tandis que les hospitaliers réclamaient une augmentation des effectifs pour un meilleur service des malades.

GREVE chez BROUIN les 15, 16, 17 et 19 novembre pour des revendications salariales (1200F de salaire de base) et pour la réduction de l'amplitude du travail. Si satisfaction n'est pas donnée un préavis est déposé pour le lundi 25.

Grève des agents de maîtrise chez DUBIGEON

Le 22 novembre ils ont suspendu leur action après une semaine de grève sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications: révision des classifications qualifiées d'anarchiques et augmentation des traitements.

Précisions sur la grève à LU-Brun : pour la première fois, c'est le personnel de toutes les usines de la société "LU-Brun associés" qui se sont mis en grève: à Grenoble, Reims, Charleville, Lorient, Grandville, Nantes. Contrairement à ce que voudrait nous faire croire la presse bourgeoise, les revendications qui motivaient ce vaste mouvement de grève étaient posées bien avant les mouvements qui secouent les directions et qui remettent gravement en cause l'emploi de très nombreux travailleurs. A Nantes, la grève a été suivie par environ 80% du personnel.

Vendredi 18 Novembre : UN MORT à 100 mètres du C.H.U.

A 12h10 un passant est victime d'une crise cardiaque en face du C.H.U. Obéissant au règlement, le service des urgences refuse de lui porter secours. A 12h15, les passants arrêtent une ambulance obligée de prendre en charge le malade: il est alors quasi-mort.

Le Procureur de la République a ordonné une enquête sur sa mort.

TEMOIGNAGE de MR. ~~PI~~, assistant à la faculté des sciences, et témoin de l'incident :

" Quand je suis arrivé, il y avait un petit attroupement d'une trentaine de personnes, et j'ai vu des étudiants qui entouraient le malade étendu sur le sol ; à ce moment, il respirait ~~encore~~ bien. On voyait ses lèvres bouger, ses joues se gonfler, il respirait bien. Les gens disaient: Il faut prévenir et j'ai dit: " Il y a à côté le service d'urgence, il faut le prévenir tout de suite ". Quelqu'un y est allé. Moi, je suis retourné auprès du malade. Il y avait alors quelqu'un qui a essayé de dégrafer sa chemise. Les gens disaient: "Il va avoir froid." L'étudiant en médecine revenait toujours pas de l'urgence et je suis allé plusieurs fois voir sur le trottoir pour voir si le gars sortait de l'urgence. Toujours rien. Je suis revenu auprès du malade qui respirait encore. Plusieurs fois j'ai fait ça. Il est revenu en vitesse. Je lui ai dit: "Qu'est-ce qui se passe? " "Ils ne veulent pas le prendre, ils ont pas le droit, ils ont prévenus la police-secours."

-C'est effroyable quand même, c'est pas possible!

-Non, ils ont pas le droit de venir...Faut les prompts-secours

Alors je suis retourné voir le malade. J'ai même un peu écarté les gens pour voir s'il vivait encore. Le gars respirait toujours. C'était déjà plus difficile, il fallait bien regarder, mais j'ai pu discerner qu'il avait un souffle encore, beaucoup plus réduit qu'au départ.

A ce moment j'ai dit au type qui revenait des urgences: " Viens avec moi; on va aller chercher un brancard, pas de problème, on va le transporter nous-mêmes. On a courru chercher un brancard. En allant aux urgences, on voit une ambulance civile qui partait. On a fait demi-tour, on l'a arrêtée.

" Vous venez chercher le malade ?

-Non, je n'en vais ..."

On est arrivé aux urgences: il y avait deux brancardiers et la secrétaire/ :

-"Donnez-nous un brancard, on va transporter le malade nous-mêmes."

Ils se sont regardés: "Non, non on ne peut pas..." Ils se sont consultés un petit peu, ont regardé la secrétaire: "non, non on ne peut pas."

"Faut se dépêcher, il ne respire presque plus; il a le visage cyanosé, il faut intervenir assez vite" a dit l'étudiant. Rien.

Moi, à ce moment-là, j'ai fait des menaces: "Donnez-moi un brancard sinon il y aura des suites s'il arrive des pépins". J'ai dit ça comme ça d'ailleurs, sans savoir trop; c'était uniquement pour faire pression sur eux. Ils se sont consultés: "Non, non on ne peut pas... on n'a pas le droit..." "Et j'avais l'impression vraiment qu'ils butaient contre un règlement. Je pense qu'ils avaient compris et moi-même d'ailleurs, alors que je m'en allais, je me suis retourné vers eux et j'ai dit: "Oui après tout, je vois bien que vous n'y pouvez rien, vous n'y pouvez rien".

On est parti quoi. On est retourné auprès du malade, quelqu'un lui faisait des massages cardiaques; et là, je n'ai pas pu voir s'il respirait.

A ce moment là une voiture des prompts-secours est passée, à toute vitesse, sans hésitation et sans regarder par là.

ON a dit "faut l'arrêter". Mais elle est passée tellement vite qu'on a dit "c'est pas pour nous".

ON re gardait partout, il n'y avait rien. A ce moment là une ambulance est sortie du C.H.U. Tout le monde s'est interposé, disant "il faut le prendre tout de suite".

L'ambulancier a vu qu'il était mal et on a aidé à le mettre dans l'ambulance et à faire la circulation pour permettre le demi-tour. Et après, je n'ai plus suivi.

Les prompts-secours, ils devaient être dans le coin vers midi 20, à mon avis il leur paraissait tellement évident qu'ils ne pouvaient pas prendre quelqu'un devant le C.H.U., qu'ils ont dû aller plus loin, vers le pont de Pirmil (face opposée du C.H.U.)

Alors maintenant le directeur du C.H.R. dit que tout s'est passé en moins de 10 minutes. Le gars est tombé à midi 10. En effet, les prompts secours ont été appelés immédiatement et l'appel a été enregistré à midi 11. Moi je dis qu'il était 25 à peu près quand il a été évacué au C.H.U. parce qu'à ma montre il était 25 passés. juste après le départ de l'ambulance qui a pris le malade. Je suis sûr de mon heure.

D'après le directeur du C.H.R., à midi 20 l'ambulance des prompts-secours a téléphoné pour dire: "Il n'y a plus personne, le malade est évacué; nous retournons".

Alors; le directeur, il dit "bien oui, voyez à 12 h 20, on dit qu'il n'y avait plus personne, c'est donc que le malade avait été évacué avant; en 5-6 minutes, quoi." "C'EST TOTALEMENT FAUX. De toutes façons c'est ridicule d'ergoter sur du temps.

Une fois le malade évacué on était un petit attroupement à discuter, une voiture de police est arrivée: "Ah bon, très bien, le malade est évacué. Il n'y a pas de tiers en cause? -non."

Moi, je leur aurais bien dit quelque chose, comment ça c'était déroulé, mais ça n'aurait servi à rien. A ce moment là il n'y avait toujours pas eu d'ambulance d'arrivée. Le temps de sortir avec difficultés ma voiture du parking, il n'y avait toujours pas d'ambulance. C'est donc bien la première ambulance qui est passé qui s'est trompée de destination. C'est évident, quoi; SI ON N'AVAIT PAS PRIS DE FORCE UNE AMBULANCE, CA AURAIT PU DURER LONGTEMPS.

Dans l'assistance, une personne de 35-40 ans disait qu'il avait déjà vu des cas comme ça. Tout le monde était outré.

J'étais réticent pour l'interview de la télé. Mais comme le directeur du C.H.R. et le Procureur de la République étaient interviewés, je me suis dit si je ne parle pas les gens vont entendre uniquement le point de vue du Directeur et tout va être encore très bien.

J'ai écrit au Directeur, il ne m'a pas répondu. Il aurait dit aux journalistes qu'à partir de maintenant il se retranchait derrière le préfet."

A NOTER QUE LA PARTIE DE L'INTERVIEW CONCERNANT L'AMBULANCE DES PROMPTS SECOURS ET REPUTANT LES DIRES DU DIRECTEUR A ETE CENSUREE PAR L'ORTF (à informations régionales de jeudi soir.)

TEMOIGNAGE d'un EXTERNE du C.H.U.

"Quand je suis arrivé , il était déjà à terre , quelqu'un lui faisait un massage cardiaque , je lui ai tâté le pouls , j'arrivais à peine à le trouver. Les gens sont revenus des urgences expliquant que ni les brancardiers ni le matériel pouvaient se sortir .

Autres cas du même type rappelés par l'étudiant :

- "L'année dernière ou l'année d'avant, ça s'est passé juste devant l'entrée du C.H.U. : une ambulance était rentrée dans une 4 Cv . La 4 Cv avait fait des tonneaux et avait renversé une jeune fille à ~~xxxxxx~~ I mètre de l'entrée ; et les ambulanciers n'ont pas voulu venir parce que c'était en dehors de l'hôpital .

- L'an dernier , un cycliste est tombé au feu rouge à 50 mètres du C.H.U. C.H.U. et c'était pareil .

- Les étudiants en médecine sont au courant du règlement . Moi personnellement , je n'étais pas étonné de voir revenir les personnes qui ^{ent} allaient chercher du secours les mains vides . Le service des urgences , il a été réorganisé en Octobre dernier . Avant , il manquait vraiment de personnel, maintenant il y en a plus : par exemple , quand le personnel ~~xxxxxx~~ des urgences s'occupe de deux malades graves et qu'il en arrive un troisième , ils ne peuvent pas s'en occuper . Des fois , il y a beaucoup de ~~xxxxx~~ malades , il y a assez de monde , mais le Samedi et le Dimanche c'est comble ."

D'autres faits ont été signalés sur le fonctionnement des urgences

- Un bébé atteint d'un traumatisme a été laissé 2 heures sur une table aux urgences de Nantes .

- Une mère qui accompagnait son fils gravement blessé a rempli des formalités administratives pendant trois quarts d'heure , son fils toujours sans soin au C.H.U. de St Nazaire .

BARBIN , CHEF DES URGENCES N'AURAIT QUASIMENT PAS ETE VU DANS CE SERVICE , BIEN QUE CETTE FONCTION LUI PROCURE DE CONFORTABLES REVENUS .

Nantes : mise au point des syndicats hospitaliers CGT, CFDT, FO après l'incident devant les urgences du Centre Hospitalier Régional

Les organisations syndicales ont été reçues par la direction générale du C.H.R. de Nantes, une vive émotion régnant parmi le personnel après l'interprétation donnée par la presse locale et nationale de l'incident malheureux survenu devant l'Hotel-Dieu.

La direction leur ayant donné connaissance de l'intégralité de son communiqué à la presse et aux autorités compétentes, les syndicats élèvent une énergique protestation contre le fait que ce communiqué a été tronqué. En effet, seule une phrase pouvant prêter à équivoque sur l'attitude du personnel et du service public qu'est l'hôpital a été retenue.

Le personnel est soumis à un règlement administratif très strict qui empêche de nombreuses initiatives personnelles. Le public n'ignore pas sans doute que c'est plus de 100 malades qui arrivent nuit et jour à l'urgence de l'hôpital et que si le personnel s'était absenté de l'urgence, des risques graves pouvaient être encourus par ceux-ci. Dans un but d'information objective, les syndicats exigent que le communiqué de la direction générale soit publié dans son intégralité, mettant ainsi un point final à toute polémique.

Nantes : Assemblée Générale des journalistes de Presse-Océan

Lundi 20, les journalistes de Presse-Océan ont fait une grève de 24 heures Samedi 25, ils ont fait une Assemblée Générale pour discuter du résultat des négociations nationales avec le Syndicat National de la Presse Quotidienne Régionale (SNPQR, patronal) menées le 22 et des négociations avec le patron.

Ils considèrent que le résultat des négociations nationales ont sensiblement amélioré le sort des stagiaires : 250 francs d'augmentation par mois, réduction d'un an de la durée du stage (auparavant 3 ans); au niveau local, la direction accorde l'augmentation de 10 % au dessus du tarif SNPQR. A une très grosse majorité (53 pour, 2 contre, 2 abstentions), l'AG a pris acte des propositions patronales et a mandaté ses délégués syndicaux pour négocier la réduction des 13 mois, l'unification des tarifs salariaux afin d'obtenir un seul barème, et les revendications dites "mineures" : semaine de 5 jours, diverses primes etc.

La revendication principale portait sur le sort des stagiaires. L'augmentation ressortant des négociations s'étalait sur 3 paliers en 18 mois, alors que les journalistes la voulaient immédiate.

Nantes : réunion antimilitariste dans le lycée de la Colinière vendredi 24.

La veille, des lycéens avaient distribué un tract en soulignant que toute affiche anti-militariste est arrachée par l'administration et que l'an dernier une réunion sur l'objection de conscience avait été empêchée par tous les moyens (menaces de renvoi et d'appel aux flics). Le lendemain à 4 h., une centaine de lycéens ont décidé de rentrer au foyer sous les regards de l'administration pour discuter de l'armée.

La plate-forme du Comité Anti-Militariste a été exposée, en insistant sur l'armée en tant que "baignoire de la jeunesse". Des informations ont été données sur les différents C.A.M. lycéens et sur la journée du 11 novembre à Nantes. Les accidents, les suicides dans les casernes ont été cités.

Ensuite les lycéens ont décidé de jouer des scénettes anti-militaristes et de faire de nombreuses affiches dans les classes. Les lycéens enthousiastes sont sortis du foyer à 5 h. Comme beaucoup de lycéens ont manqué leurs cours de 4 à 5 h., et comme ils n'ont pas hésité à rentrer dans le lycée, cela montre leur grand intérêt et détermination pour lutter contre l'armée.

DOSSIER SANTE :

La lutte des HOSPITALIERS

+++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++

est celle de

+++ +++ +++ +++ +++ +++ ++

tous les TRAVAILLEURS

+++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++ +++

C'est ce qu'on pouvait lire sur une pancarte lors de la manifestation du Personnel Hospitalier du C.E.R de NANTES, le 30 oct. 72.

.. LA LUTTE DES HOSPITALIERS REMONTE A MARS 72 :

1--La direction, pour pallier au manque de personnel, voulait pouvoir remplacer à tout moment le personnel de nuit manquant par le personnel de jour.

2--Une pétition circule et recueille de nombreuses signatures.

.. PENDANT LES VACANCES :

1--Dans tous les services le manque d'effectif se fait sentir.

2--Deux services sont fermés faute de personnel:

+ Tout le mois d'août: Réanimation-Chirurgie (où sont soignés les grands malades dans le com.)

+ De Mai à Août: dans le service de greffes de rein : 6 greffes sont refusées.

3--La direction emploie des agents de vacance ou auxiliaires pour 15 j. ou 1 mois. (Ils sont licenciés du jour au lendemain)... (Voir mots d'ordre à la fin)

.. A LA RENTREE: Devant l'aggravation de la situation l'action reprend

1-- Une "délégation" massive (150 personnes) se rend à l'appel des syndicats C.F.D.T-C.G.T à la commission administrative. (Celle-ci décide de la gestion du C.E.R et comprend des représentants de la direction, des médecins, de la municipalité, de l'état... deux strapontins sont octroyés par faveur aux représentants du personnel.)

Un tract C.F.D.T - C.G.T est diffusé à la suite de cette action :

(voir derrière)

LE PERSONNEL HOSPITALIER MANIFESTE SON MECONTENTEMENT LORS DE LA
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 25 SEPTEMBRE.

- R E S U L T A T -

Lundi dernier, nous avons pu faire connaissance avec quelques membres de la Commission Administrative. Devant nos panneaux, notre Sénateur-Maire, Monsieur Morice, Président de la Commission Administrative, nous a fait une réflexion qui nous a laissé tous pantois : " Je ne sais lire que l'anglais."

Cela doit lui poser de gros problèmes, quant à l'efficacité de ses fonctions!! Plusieurs autres personnes passent, tête baissée, parmi elles plusieurs de nos Directeurs. D'autres préfèrent passer par la petite porte.

QU'EST-CE CELA SIGNIFIE?

3 heures: Nous portons nos revendications jusqu'à la salle de réunion de la Commission Administrative. On nous ferme la porte au nez, Monsieur le Directeur Général Adjoint nous expédie au bureau du Directeur Général. Nous y allons. Alors le Directeur Général sort de sa cachette tout furieux/:

"Je n'admets pas ces méthodes, allez donc manifester dans la rue, JE N'Y SUIS POUR RIEN. Adressez-vous au Ministère de la Santé si les crédits sont insuffisants."

ALORS, POURQUOI DEUX POSITIONS CONTRADICTOIRES :

Dans OUEST-FRANCE du 28 septembre, le Directeur Général Adjoint dit: "Il est bien exact qu'il y a un problème d'effectifs et IL EST SERIEUX 3.

FACE A CELA, il ne nous reste qu'une solution: FAIRE PRESSION SUR TOUS CEUX QUI SONT RESPONSABLES DE LA SITUATION DE L'HOPITAL.

NOUS EXIGEONS:

- DES créations de poste.
- Nos 40 heures en 5 jours.
- Maintien de la journée continue.
- Titularisation des Auxillaires.
- Remplacement immédiat de tout congé.
- Formation de tout le personnel débutant.

IL NOUS FAUT FAIRE CONNAITRE CETTE SITUATION A L'OPINION PUBLIQUE.

- N O T R E A C T I O N C O N T I N U E -

Mardi 3 0 ctobre ,ce nsultats' des syndicats sur les effectifs.

Mi-0 ctobre, la Commissio n des effectifs décidera des effectifs pour 1978.

- TENONS-NOUS PRETS A MANIFESTER . -

+++++

2-- N'ayant pas reçu de réponse satisfaisante, une information des principales victimes de cette situation: les usagers de l'hôpital, population et travailleurs, est effectuée.

Le tract suivant est diffusé à la sortie des stades; sur les marchés, à la porte des usines.

C.G.T

C.F.D.T

LE PERSONNEL DU C.H.R. DE NANTES A LA POPULATION....

NON AUX HOPITAUX DE MISERE....

Le personnel s'adresse à vous parce que il ne sépare pas l'intérêt des malades de ses propres conditions de travail.

2 chiffres du budget national:

-20% à l'armée

-5 % à l'hospitalisation publique.

USAGERS ET FUTURS USAGERS ,JUGEZ VOUS MEMES ..

Ce service public répond-il actuellement aux demandes,?

NON! pas dans des conditions souhaitables.

Pour l'année 72, le budget de Santé a été réduit de 200 millions au détriment du personnel et de 50 millions pour la pharmacie.

Le manque d'effectif constant amène un surcroît de travail ,ce qui ne permet pas d'assurer auprès des malades, les soins et le contact auxquels ils doivent prétendre. Rappelons que cet été 2 services ont été fermés faute de personnel, dont celui de la Réanimation-chirurgie, alors qu'à cette période de l'année, les blessés de la route sont nombreux.

D'AUTRE PART, cette situation est contraire à "l'humanisation des hôpitaux" tant proclamée par le gouvernement.

IL FAUT DONNER A CE SERVICE PUBLIC QU'EST L'HOPITAL LES MOYENS POUR UN FONCTIONNEMENT EFFICACE, POUR QU'IL N'Y AIT PAS DEUX MEDECINES:

LA MEDECINE DU RICHE ET LA MEDECINE DU PAUVRE.

3--Le jeudi 26 octobre, des assemblées générales du personnel sont par la C.F.D.T et la C.G.T .Elles font partie de la journée d'action nationale des 2 syndicats; mais surtout préparent l'action du 30 octobre.

4--Une manifestation est décidée pour le 30 octobre, le jour où se réunit la commission administrative sur le budget. Une délégation, appuyée par la manif. devra être reçue à 18 h. par le préfet auquel sera remise une motion votée en assemblée générale reprenant les revendications du personnel.

5--A 15h30, le personnel se rassemble: des pancartes et banderolles sont confectionnées par le personnel qui décide lui-même de ses propres slogans, banderolles et mots d'ordre. Ils composent une chanson sur leurs revendications.

6--La commission se réunit: fait exceptionnel, le préfet en personne y assiste (la colère du personnel y-est-elle pour quelque chose??)

7--A 16h45, la manif. démarre de l'hôtel-Dieu(200-300 personnes), elle va défilier une heure en ville, de nombreux slogans sont lancés(voir plus loin), des tracts sont distribués à la population

NOUVELLES BREVESNOUVELLES BREVES.....

LORIENT: le travail reprend aux chantiers de la Perrière le 18 novembre après une grève de plus d'un mois. Les ouvriers ont obtenu satisfaction (augmentation de 5%, prime de vacance)
LORIENT : une conserverie va fermer: elle employait 79 personnes.

Fougères: fermeture d'une usine de chaussures: 70 personnes licenciées.

KAOLINS DE PLENET: Après 58 jours de grève, un accord a été signé le 21 novembre entre les délégués CFTD et la direction: le lendemain, les grévistes consultés se sont prononcés contre ces propositions qu'ils estiment insuffisantes en ce qui concerne la prime d'équipe et le mode d'application des augmentations. La décision de reprise a été prise le 23 novembre (61 voix contre 33).

CHAFFOTEAUX ET MAURY : (St Briec) le travail a repris le 20 novembre la direction ayant fait des propositions très proches de celles des grévistes.

Grève des journalistes à Paris-Normandie pendant 8 jours pour des revendications de salaires;

Fontenay le Comte: accident du travail: en réparant des lignes électriques, un employé de l'EDF, M. Boucharel a fait une chute et s'est mortellement blessé.

Laval: procès de huit membres du CID UNATI accusés d'avoir enlevé et séquestré deux inspecteurs de Caisse vieillesse et maladie de Nantes. Ils risquent de 2 à 5 ans de prison.

Bonneterie OBALY de GUIDEL : reprise du travail lundi 27, bien qu'après 5 semaines les grévistes n'aient obtenu que satisfaction partielle.

ST NAZAIRE: débrayages tournants aux Chantiers de l'Atlantique pour appuyer les revendications salariales dans le cadre du renouvellement de l'accord d'entreprise.

Vendée : Le CDJA publie un bulletin d'information

La FDSEA de Vendée a décidé de ne plus accorder la page du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs. Le CDJA a donc décidé de publier un "bulletin provisoire d'informations". Il comprend en particulier un article sur la coopération qui avait été refusé (censuré) par la FDSEA et le point sur les luttes pour le maintien et le droit au travail de Belaud et Huvelin qui devaient être chassés de leur exploitation, et sur le cumulard Ameteau.

Nantes : depuis le lundi 20, les O.S de l'atelier CMC (culasses de moteurs Diesel) débrayent quotidiennement pour obtenir une augmentation uniforme de 30 centimes.